

fabriquer des produits ouvrés se livre précieusement à cette production. Nous savons tous que, dans le langage populaire, on appelle cette théorie celle des avantages naturels. Personne, dans cette région économique imaginaire ne songerait à produire du raisin de serre en Islande, contrairement aux lois de l'économie, alors que ce fruit croît tout naturellement en Espagne. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se passent dans notre monde. Par crainte de la guerre, à cause d'une certaine fierté nationale ou de concepts économiques erronés comme la doctrine du mercantilisme au 19^e siècle, et ainsi de suite, tous les pays produisent des denrées qu'il leur est foncièrement peu avantageux de produire. Ils sont sincères, quant à cela, parce que, dans notre monde actuel, il faut prendre des mesures, même si elles ne sont pas économiques, en vue de protéger la nation, et ainsi de suite.

En conséquence, nous savons tous qu'on établit des droits douaniers, ainsi que des restrictions d'ordre monétaire, et la circulation des marchandises d'un pays à l'autre se ralentit et s'arrête même parfois. Le coût de la main-d'œuvre diffère beaucoup d'un pays à l'autre. En effet, certains pays, comme le Japon, ont peu de ressources et une forte population, tandis que d'autres pays, comme le Canada, ont d'immenses ressources et une faible population. Le point de vue sociologique est également différent dans les divers pays. Par exemple, dans notre pays nous estimons que tous devraient avoir une part aussi considérable que possible du revenu national. On ne juge plus qu'il est bien de croire qu'il doit y avoir les très riches au haut de l'échelle et les très pauvres au bas. Ce point de vue sociologique crée dans les divers pays des écarts de salaires qui, cela s'entend, compliquent davantage l'ensemble de l'économie mondiale.

J'aimerais maintenant faire observer que nous ignorons si la libre entreprise d'Adam Smith, le communisme de Karl Marx, les théories des socialistes de l'association fabienne, de Keynes ou d'autres donneraient de bons résultats, parce que toutes ces théories reposent sur une économie fermée, non pas sur une économie comme celle que nous avons de nos jours. Il se peut que toutes ces théories donneraient de bons résultats dans une économie fermée, mais nous ne le savons pas parce que nous n'en avons pas fait l'essai. Nous n'avons aucun moyen d'en faire l'essai dans les conditions actuelles. En conséquence, je conseillerais au comité des relations industrielles d'examiner dans son ampleur la situation économique internationale, lorsqu'il cherchera les principales causes du chômage. En voici, selon moi les principales causes. Par exemple, le dilemme

que présente la convertibilité dollar-sterling a provoqué une diminution des ventes de nos produits agricoles et du revenu des cultivateurs. Il a empêché nos agriculteurs d'acheter une foule de machines agricoles. Les placements considérables de capitaux américains au Canada en seraient un autre exemple. Je ne songe pas aux acheteurs, je songe aux placements consistant en l'achat de nombreuses obligations et valeurs municipales. C'est ce qui a fait que le dollar canadien fait prime d'environ 3½c. Lorsque le dollar canadien atteint cette valeur, les gens achètent des marchandises dans des pays autres que le Canada. Il est évident qu'à la longue, les forts placements de capitaux étrangers au Canada entraîneront de lourds versements de dividendes, intérêts, etc. Lorsque le comité approfondira la question, il ferait bien de tenir compte de ces choses. Le côté pratique de ces placements de capitaux étrangers, c'est qu'ils créeront une dette extérieure considérable à laquelle il faudra faire face plus tard.

Pour des raisons de sécurité nationale, il doit exister une industrie du textile. Cependant, étant donné la différence qui existe entre le coût de la main-d'œuvre au Japon et le coût de la main-d'œuvre au Canada, il est à peu près impossible à l'industrie textile du Canada de lutter contre celle du Japon. Certains diront que c'est bien dommage, mais d'autre part, il serait également inconcevable de supprimer totalement les droits douaniers et de mettre en chômage les deux cent mille ouvriers, des industries textiles du Canada. Toute notre économie s'en trouverait bouleversée; vous conviendrez donc avec moi, je pense, que nous avons besoin d'une industrie textile, ne serait-ce que pour notre défense nationale. Que ferions-nous sans industrie textile si la guerre éclatait demain?

Le même principe s'applique, mais de façon plus restreinte, à l'industrie des transports maritimes. Je n'ai cité que quelques exemples. Je répète que nous devrions nommer un comité parce que le problème tout entier est d'une extrême complexité. On ne peut le résoudre en demandant au Gouvernement d'adopter demain une loi sur le chômage. Le problème, dans son ensemble, doit faire l'objet d'un examen sérieux de la part du comité permanent des relations industrielles.

Si les mesures prises à cet égard ne sont pas le fruit d'un examen très approfondi, nous risquons probablement de bouleverser encore davantage notre économie. On peut sans crainte, je crois, comparer notre économie nationale à une pile de briques; il suffit de déplacer une brique pour que toutes les autres s'en ressentent. L'examen de tout problème d'envergure internationale d'où l'on conclut